

PBF November 2025 Project Progress Report



PEACEBUILDING
FUND



APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un récipiendaire, veuillez consulter vos co-récipiendaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à gabriel.velasteguimoya@un.org.

Appuyer sur Next pour commencer

» Soumission du rapport

Type de rapport *

- Semestriel
- Annuel
- Final
- Autre

Date de soumission du rapport *

2025-12-11

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport *

Lena N'Dongo ATHIE, Programme Support Officer, IOM DRC

Adresse e-mail de la personne soumettant le rapport *

nathie@iom.int

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport *

Sheila Romen

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? *

Oui

Non

Le Secrétariat PBF ou point focal auprès du Bureau du Coordonnateur Résident a-t-il revu le rapport? *

Vous devriez normalement veiller à ce que le Secrétariat du PBF ou le point focal du PBF aient l'opportunité de procéder à une révision

Oui

Non

Pas Applicable

» Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ? *

Oui Non

Veuillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- | | | |
|---|---|---|
| <input type="radio"/> Asie et le Pacifique | <input checked="" type="radio"/> Afrique centrale et australe | <input type="radio"/> Afrique de l'Est |
| <input type="radio"/> Europe et Asie centrale | <input type="radio"/> Global | <input type="radio"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="radio"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | | <input type="radio"/> Afrique de l'Ouest |

Pays de mise en œuvre du projet

- | | | |
|---|---|--|
| <input type="radio"/> Angola | <input type="radio"/> Burundi | <input type="radio"/> Cameroun |
| <input type="radio"/> République Centrafricaine | <input type="radio"/> Tchad | <input checked="" type="radio"/> Congo, La République Démocratique |
| <input type="radio"/> Gabon | <input type="radio"/> Lesotho | <input type="radio"/> Malawi |
| <input type="radio"/> Rwanda | <input type="radio"/> Sao Tome and Principe | <input type="radio"/> Zimbabwe |
| <input type="radio"/> Autres, précisez | | |

Autre, veuillez préciser

Titre du projet

*

- 00123719: Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix (PBF) en République démocratique du Congo
- 00131128: Artisanes de Paix: Setting inclusive Peacebuilding Networks in Tanganyika and addressing land issues in displaced Twa and Bantu communities.
- 00119151: Assistance to ex-combatants and communities experiencing spontaneous surrenders in the Kasais and Tanganyika
- 00123720: Renforcer la cohésion sociale et la confiance entre la population et les autorités à travers la police de proximité, le dialogue et la revitalisation socio-économique
- 00125913: Renforcer la justice, la cohésion sociale et la réinsertion socioéconomique pour et par les jeunes femmes et hommes déplacés, rapatriés et de la communauté hôte au Grand Kasaï
- 00124091: Renforcer le rôle des femmes et des jeunes dans la gouvernance locale et la consolidation de la paix dans la province du Kasaï
- 00123718: Solutions durables pour la cohabitation pacifique entre les communautés Twas et Bantous dans la province du Tanganyika
- 00131507: UN Women and Interpeace - Renforcer le leadership des femmes et des filles pour la paix au Kasaï et Kasaï Central
- 00134179: Kahuzi Biega Parc National de Paix
- 00140105: Accès équitable des communautés Twa et Bantou aux ressources socio-économiques et naturelles pour la cohabitation pacifique
- 00140106: Promotion de la Gouvernance sécuritaire inclusive dans la province du Tanganyika
- 00140185: Appui à la Prévention de la Violence Électorale (PREVEL) dans les provinces du Haut-Katanga du Lualaba et du Kasaï-Central en République Démocratique du Congo
- 00140798: Wasichana na Amani! Strengthening the meaningful participation of young women for peace in South Kivu
- 00140911: Promouvoir la participation politique des jeunes au Nord et Sud Kivu à travers l'appropriation de l'agenda Jeunesse Paix et Sécurité (JPS)
- 00141018: Soutenir la mise en œuvre du PDDRCS dans la province du Tanganyika pour appuyer une coexistence pacifique entre les ex-combattants et les communautés Twa et Bantou
- 00141019: Promotion de la justice transitionnelle pour la consolidation de la paix dans les provinces du Kasaï et Kasaï Central en sigle « PROJUST »
- 00141028: Support to the Great Lakes Region Contact and Coordination Group (CCG) on the operationalization of Disarmament Repatriation Demobilization and Reintegration (DRDR) processes for foreign armed groups in eastern DRC
- 00141145: Paix durable et inclusive par l'action synergique des réseaux/osc féminines et mécanismes de coordination en RDC
- 00141216: PECINA-Unarmed Protection and Engagement of Civilians Against Violence/Protection et Engagement non armes des civils contre la violence
- 00141245: Projet Secréariat - Appui à la Coordination et au Suivi des Projets du Fonds pour la Consolidation de la Paix en RDC
- Autre, Precisez

Ecrivez le numéro MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet.

EXEMPLE: 00129359: Appui à la mise en place d'un Observatoire de la Promotion de l'Égalité et de l'Équité de genre au Tchad

*

Veuillez sélectionner la (les) région(s) géographique(s) dans laquelle (lesquelles) le projet est mis en œuvre. *

Si le projet que vous recherchez n'apparaît pas dans la question suivante, veuillez vous assurer que vous avez sélectionné les bonnes régions. Un nombre limité de projets transfrontaliers couvre plusieurs régions géographiques. Par exemple, un projet transfrontalier entre le Niger et le Tchad couvre à la fois l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale et australe

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Asie et le Pacifique | <input checked="" type="checkbox"/> Afrique centrale et australe | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Est |
| <input type="checkbox"/> Europe et Asie centrale | <input type="checkbox"/> Global | <input type="checkbox"/> Amérique Latine et Caraïbes |
| <input type="checkbox"/> Moyen-Orient et Afrique du Nord | <input type="checkbox"/> Afrique de l'Ouest | |

Veuillez sélectionner le titre du projet pour lequel vous soumettez le rapport *

- 00122834/5: Creating peace dividends for women and youth through increased cross-border trade and strengthened food security
- 00124132/3/4: Les jeunes, tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, Cameroun et Tchad
- 00125232/3: Lutte contre la traite des personnes et les trafics illicites et la criminalité organisée qui y sont liées entre la RCA et le Cameroun
- 00130007/8: Promoting community stabilization in border communities through durable solutions for mixed migration flows and effective border management between Angola and the DRC
- Autre, Precisez

Ecrivez les numéros MPTFO à 8 chiffres et le titre du projet exactement comme il apparaît dans le document de projet. *

EXEMPLE: 00113700/1: Jeunes et paix: "Une approche transfrontalière entre le Mali et le Burkina-Faso"

Veuillez sélectionner les pays où ce projet est mis en œuvre

*

- Angola
- Burundi
- Cameroun
- République Centrafricaine
- Tchad
- Congo, La République Démocratique
- Gabon
- Lesotho
- Malawi
- Rwanda
- Sao Tome and Principe
- Zimbabwe
- Autres, précisez

Autre, veuillez préciser

*

Date de début du projet (Date du premier décaissement)

*

2025-01-31

Date de fin du projet

*

2027-07-30

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ?

*

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ? *

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet soumettra-t-il une demande de transfert de fonds (FTR) au cours des six prochains mois ? *

- Oui
- Non

Dans l'affirmative, vers quel mois prévoyez-vous présenter la demande ? *

- | | | |
|-------------------------------|--------------------------------|---------------------------------|
| <input type="radio"/> Janvier | <input type="radio"/> Février | <input type="radio"/> Mars |
| <input type="radio"/> Avril | <input type="radio"/> Mai | <input type="radio"/> Juin |
| <input type="radio"/> Juillet | <input type="radio"/> Août | <input type="radio"/> Septembre |
| <input type="radio"/> Octobre | <input type="radio"/> Novembre | <input type="radio"/> Décembre |

La date de fin du projet actuel est-elle dans 6 mois ? *

- Oui
- Non

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez sélectionner lequel *

- Fonds Fiduciare National
- Fonds Fiduciare Régional

Récipiendaire

L'agende coordinatrice est-elle une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? *

- Entité de l'ONU
- Entité non ONU

Veuillez sélectionner l'agence coordinatrice *

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Precisez

Autre, veuillez préciser *

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? *

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de L'ONU et non-ONU

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> PNUD : Programme des Nations unies pour le développement | <input type="checkbox"/> UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| <input type="checkbox"/> OIM : Organisation internationale pour les migrations | <input type="checkbox"/> UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| <input type="checkbox"/> BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme | |
| <input type="checkbox"/> UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | |
| <input type="checkbox"/> UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés | |
| <input type="checkbox"/> UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population | <input type="checkbox"/> FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture |
| <input type="checkbox"/> PAM : Programme alimentaire mondial | |
| <input type="checkbox"/> UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains | |
| <input type="checkbox"/> UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture | |
| <input type="checkbox"/> PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement | <input type="checkbox"/> OIT : Organisation internationale du travail |
| <input type="checkbox"/> OMS : Organisation mondiale de la santé | <input type="checkbox"/> OPS/OMS |
| <input type="checkbox"/> FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies | |
| <input type="checkbox"/> UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime | |
| <input type="checkbox"/> UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets | |
| <input type="checkbox"/> ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel | |
| <input type="checkbox"/> ITC : Centre du commerce international | <input type="checkbox"/> Département des opérations de paix de l'ONU |
| <input type="checkbox"/> Autre, Precisez | |

Autre, veuillez préciser *

Veuillez sélectionner d'autres récipiendaires non-ONU

*

- | | | |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> ACTED | <input type="checkbox"/> Action Aid UK | <input type="checkbox"/> AAITG (ActionAid the Gambia) |
| <input type="checkbox"/> AEDE | <input type="checkbox"/> African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD) | |
| Agence de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) | | |
| <input type="checkbox"/> American Friends Service Committee (AFSC) | <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières | |
| <input type="checkbox"/> Avocats Sans Frontières Belgium | <input type="checkbox"/> Avocats sans frontières Canada | <input type="checkbox"/> Ayuda en Accion |
| <input type="checkbox"/> BIRN - Balkan Investigative Reporting Network | <input type="checkbox"/> BIOM -Youth Ecological Movemen | |
| <input type="checkbox"/> CARE International UK | <input type="checkbox"/> Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) - BF | |
| <input type="checkbox"/> Christian Aid Ireland | <input type="checkbox"/> COIPRODEN | <input type="checkbox"/> Concern Worldwide |
| <input type="checkbox"/> Conexion Guatemala | <input type="checkbox"/> COOPI - Cooperazione Internazionale | <input type="checkbox"/> CORD Burundi |
| <input type="checkbox"/> CORDAID | <input type="checkbox"/> Corporacion Sisma Mujer | <input type="checkbox"/> CRS - Catholic Relief Services |
| <input type="checkbox"/> DanChurchAid | <input type="checkbox"/> Danish Refugee Council | <input type="checkbox"/> EQUITAS |
| <input type="checkbox"/> Fund for Congolese Women | <input type="checkbox"/> Fundacion Estudios Superior (FESU) | <input type="checkbox"/> Fundación Mi Sangre (FMS) |
| <input type="checkbox"/> Fundación Nacional para el Desarrollo de Honduras (FUNADEH) | <input type="checkbox"/> Fundación para la Libertad de Prensa (FLIP) | |
| <input type="checkbox"/> Geneva Centre for Security Sector Governance (DCAF) | <input type="checkbox"/> HELVETAS Swiss Intercooperation | |
| <input type="checkbox"/> Humanity & Inclusion (HI) | <input type="checkbox"/> ICTJ (International Center for Transitional Justice) | |
| <input type="checkbox"/> Instituto Holandes para Democracia Multipartidaria (NIMD) | <input type="checkbox"/> Integrity Watch | |
| <input type="checkbox"/> International Alert | <input type="checkbox"/> International Rescue Committee | <input type="checkbox"/> Interpeace |
| <input type="checkbox"/> Kvinna till Kvinna Foundation | <input type="checkbox"/> Life and Peace Institute (LPI) | |
| MDG-EISA - Institut Electoral pour une Démocratie Durable en Afrique (EISA), bureau de Madagascar | | |
| <input type="checkbox"/> Mercy Corps | <input type="checkbox"/> MLAL - ProgettoMondo | <input type="checkbox"/> MSIS-TATAO |
| <input type="checkbox"/> NIMD (Netherlands Institute for Multiparty Democracy) | <input type="checkbox"/> Nonviolent Peaceforce | |
| <input type="checkbox"/> Norwegian Refugee Council (NRC) | <input type="checkbox"/> Nile Sustainable Development Organization - NSDO | |
| <input type="checkbox"/> OCNH-Organisation des Citoyens pour une Nouvelle Haïti | <input type="checkbox"/> OIKOS | |
| <input type="checkbox"/> ONG Adkoul - ONG Adkoul | <input type="checkbox"/> ONG AZHAR | <input type="checkbox"/> OXFAM |
| <input type="checkbox"/> Peace Direct | <input type="checkbox"/> Plan International | <input type="checkbox"/> PNG UN Country Fund |
| <input type="checkbox"/> Red de Instituciones por los Derechos de la Niñez | <input type="checkbox"/> ROI - Roza Otunbayeva Initiati | |
| <input type="checkbox"/> Saferworld | <input type="checkbox"/> Sampan'Asa Momba ny Fampandrosoana (SAF/FJKM) | |
| <input type="checkbox"/> Save the Children | <input type="checkbox"/> Search for Common Ground (SFCG) | |
| <input type="checkbox"/> SIHA (Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa) | <input type="checkbox"/> SismaMujer | |
| <input type="checkbox"/> SOS Sahel Sudan | <input type="checkbox"/> Stichting Impunity Watch | <input type="checkbox"/> Tearfund |
| <input type="checkbox"/> The Carter Center, Inc. | <input type="checkbox"/> Trocaire | <input type="checkbox"/> War Child |
| <input type="checkbox"/> War Childhood Museum (WCM) | <input type="checkbox"/> World Vision International | <input type="checkbox"/> World Vision Myanmar |
| <input type="checkbox"/> ZOA | <input type="checkbox"/> blank_placeholder | <input type="checkbox"/> Autre, Precisez |

Autre, veuillez préciser

*

Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre le projet a-t-il transféré de l'argent depuis **le début du projet** ?

0

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent **durant l'année civile en cours** (pour les rapports de juin: janvier a-juin ; pour les rapports de novembre: janvier a-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet) ?

0

Rapportage financier

» Taux d'Implementation par récipiendaire

Veuillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire

Veuillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veuillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Pour les projets transfrontaliers, regroupez les montants par agences, même s'il s'agit de différents bureaux pays. Vous aurez l'occasion de partager un budget plus détaillé dans la prochaine section.

Récipiendaire	"Budget total du projet (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars US.</i>	Transferts à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en full US \$) <i>Veuillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>

	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
	*	*	*	%
TOTAL	800000	400000	27312	3.41%

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **3.41%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? *

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez indiquer le taux d'exécution approximatif en %. *

4

» Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) tel que mentionné dans le document du projet? *

32

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 256000**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? *

Correct Incorrect

Si ce n'est pas le cas, veuillez indiquer le *montant du budget* alloué à GEWE en dollars US. *

258458.68

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de *

\$US 8739.84. Ce montant est-il correct ?

Correct Incorrect

Si c'est incorrect, veuillez écrire le *montant dépensé à ce jour* pour GEWE en dollars US *

6150

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. *

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

Copy of CD10P0592_Financial Interim Report_31Jan-31Oct25-10_23_16.xlsx



Marqueurs de projet

Veuillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. *

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veuillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. *

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veuillez sélectionner le domaine de priorité de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet *

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? *

Vous pouvez sélectionner plusieurs

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

Comité de pilotage et Interactions avec le gouvernement

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? *

- Oui
- Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Veuillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

N/A

Partie I : AVANCEMENT GLOBAL DU PROJET

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Veuillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivant

Contractualisation des partenaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Recrutement d'équipe *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Collection de lignes de base *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Identification des bénéficiaires *

- Ne pas commencé Commencé Partiellement commencé
 Complété Pas Applicable

Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Depuis le précédent rapport de juin 2025, après presque six mois d'incapacité de mise en œuvre des activités pour raison sécuritaire sur le terrain le projet reste fortement affecté par la dégradation sécuritaire dans l'Est de la RDC, marquée par la progression du M23/AFC au Nord-Kivu et Sud-Kivu, ayant un impact négatif sur la situation sécuritaire. Cette situation continue d'entraver les activités prévues dans le Nord-Kivu et ne permet pas le déploiement permanent de la cellule opérationnelle du GCC à Goma.

Malgré ces contraintes, plusieurs activités préparatoires ont avancé, notamment la formulation des mesures d'atténuation et la reprogrammation partielle des activités prévus dans le projet qui ne sont plus réalisables. L'OIM a finalisé les consultations techniques avec les partenaires institutionnels (OSESG-GL, OROLSI, MONUSCO, P-DDRCS, MNS) pour redéfinir un séquençage opérationnel réaliste. Grâce au projet, un atelier régional du Groupe de travail DDR du GCC s'est tenu à Entebbe (Ouganda) du 3 au 7 novembre 2025 avec la participation des cinq pays de la région. Cet atelier a permis d'élaborer un document de procédures opérationnelles standardisées (SOP), constituant une étape majeure pour harmoniser les approches nationales et régionales du Désarmement, Rapatriement, Démobilisation, et Réintégration (DRDR) des ex-combattants étrangers et renforcer la coordination interétatique dans la région des Grands Lacs.

En parallèle, le recrutement du personnel dédié a nettement progressé. Un chargé de programme international, disposant d'une solide expertise en DDR et ayant supervisé l'assistance aux ex-combattants FNL à Uvira dans le cadre d'un financement de l'OSESG-GL a été affecté à la gestion du projet. Il sera appuyé par un assistant national de projet en cours de recrutement. Un consultant international est également en phase de finalisation de recrutement pour conduire les premières analyses régionales relatives aux capacités de rapatriement et de réintégration.

Face à l'impossibilité de déployer les activités dans les zones initialement prévues, l'OIM prévoit, avec l'approbation du PBSO et la validation imminente du comité de pilotage, d'orienter la mise en œuvre du projet vers des missions ponctuelles transfrontalières afin de renouer le dialogue avec les éléments des groupes armés étrangers. Les priorités actuelles incluent des échanges entre Uvira et Bujumbura, ainsi que des missions exploratoires entre Bunia et Entebbe.

Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-décembre (prévu) ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

Le projet est-il sur la bonne voie pour que les produits soient achevés dans les délais prévus, comme indiqué dans le plan de travail ?

Oui

Non

Si non, veuillez fournir une explication

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Malgré un contexte sécuritaire extrêmement volatil dans l'Est de la RDC entre janvier et décembre 2025, le projet a enregistré plusieurs avancées stratégiques qui posent les bases d'une reprise progressive des activités régionales et nationales en matière de DRDR. L'avancée du M23/AFC au Nord et au Sud-Kivu, la prise de Goma et de Bukavu, ainsi que l'intensification des tensions entre la RDC, le Rwanda et le Burundi, ont fortement limité les possibilités d'engagement opérationnel dans les zones initialement ciblées. Toutefois, ces contraintes ont conduit à une adaptation structurelle du projet, permettant de préserver une dynamique de coopération régionale et de maintenir l'élan politique autour du rapatriement volontaire des ex-combattants étrangers.

Progrès globaux et changements positifs dans le contexte régional

Un résultat clé de la période réside dans le maintien et la revitalisation du dialogue régional. La participation des cinq États des Grands Lacs au 12^e Sommet du ROM à Kampala (30 mai 2025) – avant le début du projet – a montré qu'un espace politique pour la coopération régionale restait possible malgré les tensions. S'appuyant sur cette ouverture, l'OIM, en coordination avec l'OSESG-GL, la MONUSCO et le P-DDRCS, a soutenu plusieurs consultations techniques permettant de maintenir actifs les mécanismes régionaux de DRDR.

L'un des progrès les plus significatifs est l'organisation, avec l'appui du projet, d'un atelier régional du Groupe de travail DDR du GCC à Entebbe (3-7 novembre 2025) ayant réuni les cinq pays de la région des grands lacs. Cet atelier a permis la production d'un document de procédures opérationnelles standardisées (SOP) pour le DRDR des ex-combattants étrangers.

Ce résultat représente une avancée majeure car il constitue :

- le premier cadre technique harmonisé sur le DRDR dans la région des Grands Lacs ;
 - un outil de coordination interétatique fondé sur les standards internationaux (IDDRS) ;
- un socle opérationnel facilitant de futures opérations conjointes de désarmement et de rapatriement des ex-combattants étrangers.

L'adoption conjointe de ce SOP, malgré la conjoncture politique tendue, constitue un signal clair de la volonté régionale de maintenir un minimum de convergence stratégique sur la question des groupes armés étrangers. Une approche séquencée d'évaluation a été adoptée : commencer par les pays disposés à coopérer (RDC dans certaines zones stables, Burundi, Ouganda), avant d'intégrer progressivement le Rwanda et, si pertinent, la Tanzanie. Cette stratégie permet de maintenir la dynamique analytique du projet, tout en s'adaptant à un environnement où l'accès reste limité.

En raison de l'insécurité, les évaluations prévues en RDC n'ont pas pu être lancées. Toutefois, un progrès important a été réalisé dans la préparation méthodologique et dans la constitution de l'équipe opérationnelle du projet. Les recrutements suivants ont été engagés ou finalisés :

- un chargé de programme international, disposant d'une solide expérience dans la gestion des programmes DDR et dans l'appui aux processus de rapatriement,
- un assistant national de projet (Recrutement en cours de finalisation),
- un consultant international spécialisé, chargé de conduire l'évaluation régionale des capacités nationales de rapatriement et de réintégration (Recrutement en cours de finalisation).

Au titre du Produit 1.2, les avancées militaires du M23/AFC ont rendu inaccessible le site de transit prévu à Uvira.

Parallèlement, l'absence de position officielle du gouvernement Burundais sur les critères de réintégration a bloqué le rapatriement d'un groupe d'ex-combattants FNL et Red Tabara et de leurs familles, présents à Uvira depuis 2024.

Le déploiement permanent de la cellule opérationnelle du GCC à Goma étant impossible, le projet a avancé vers une approche flexible fondée sur des missions transfrontalières ponctuelles.

Ces missions, réalisables même en période d'instabilité au Nord-Kivu, permettent de maintenir un canal direct de communication avec certains groupes armés étrangers et de créer des opportunités de désengagement et de rapatriement volontaire. Une révision du plan de travail et du budget du projet est en cours pour intégrer ces nouvelles modalités et garantir la cohérence stratégique.

Résumé de progrès

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Produit 1.1 : Les capacités existantes des autorités nationales à mettre en œuvre des cadres de DRDR clairs, transparents et responsables sont évaluées et des stratégies de renforcement des capacités et de consolidation des autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de cadres opérationnels nationaux de DRDR sensibles au genre ainsi que sur des mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

La dégradation du contexte au Nord et Sud-Kivu a rendu impossible la conduite des évaluations initiales prévues en RDC. Toutefois, le projet a progressé sur la préparation méthodologique en recrutant :

- un chargé de programme international disposant d'une expertise DDR reconnue,
- un assistant de projet national (en cours de recrutement),
- un consultant international chargé de l'évaluation régionale des capacités de rapatriement et de réintégration.

Ces recrutements constituent un progrès essentiel pour relancer les activités analytiques. Une approche séquencée a été définie, priorisant les pays prêts à coopérer (RDC, Burundi et Ouganda), afin d'initier l'analyse dans un environnement plus stable avant d'intégrer progressivement, le Rwanda et, potentiellement, la Tanzanie. Cette stratégie permet de maintenir la dynamique du projet et d'assurer la cohérence entre les différentes évaluations nationales.

Produit 1.2 : Les capacités opérationnelles et infrastructurelles des autorités nationales de la RDC sont en place pour mettre en œuvre des opérations de DRDR efficaces, transparentes et responsables et sensibles au genre, et des stratégies de renforcement des capacités et de soutien aux autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur les lacunes en matière de capacités à la suite de la transition de la MONUSCO.

Les avancées militaires du M23/AFC et la situation actuelle à Uvira avec la présence des wazalendo ont rendu difficile la mise en place du site de transit initialement prévu à Uvira (Sud-Kivu), compromettant les activités envisagées dans le cadre de ce produit. Par ailleurs, l'absence de position officielle du gouvernement burundais sur les critères d'éligibilité à la réintégration a interrompu le processus de rapatriement d'un groupe de 36 ex-combattants FNL et Red Tabara, accompagnés de leurs dépendants, présents à Uvira depuis 2024. La prolongation de leur séjour dans un environnement instable accroît les risques de dispersion ou de remobilisation, comme l'ont indiqué plusieurs sources locales au cours de l'année 2025. Dans ce contexte, les activités liées à ce produit nécessitent une révision stratégique en étroite coordination avec les partenaires du projet et le comité de pilotage. Plusieurs pistes d'adaptation sont actuellement envisagées, notamment :

- définir une approche transitoire de soutien direct à ce groupe en attendant une clarification de la part du gouvernement burundais ;
- explorer, avec les acteurs locaux et nationaux, des options de réinsertion communautaire limitée, incluant la mise à disposition de kits de réintégration ou d'un appui socio-économique de base, lorsque cela est jugé pertinent et conforme au mandat ;
- identifier des solutions alternatives de relocalisation temporaire dans des zones sécurisées ou auprès de structures étatiques compétentes, afin de réduire les risques liés à leur présence prolongée à Uvira.

L'OIM a déjà fourni une aide alimentaire, des articles non alimentaires (NFI) et un soutien MHPSS à ce groupe, mais dans le cadre d'un autre projet financé (Assistance technique et administrative pour le déploiement de la Cellule opérationnelle du Groupe de contact et de coordination). Ce projet devrait renforcer l'appui sur la base des discussions avec les points focaux PBF du pays.

Ces options devront être analysées collectivement et validées par le comité de pilotage, afin d'assurer que la stratégie retenue soit réaliste, sécuritaire et cohérente avec les objectifs globaux du projet en matière de DRDR.

Produit 2.1 : Une stratégie opérationnelle régionale de DRDR est élaborée dans le cadre du groupe de travail DDR du GCC, conformément aux lois internationales des droits de l'homme, de la sensibilité au genre et de l'IDDRS.

La finalisation du SOP régional constitue une avancée majeure pour ce produit et un jalon important dans la mise en place d'un cadre harmonisé de DRDR dans les Grands Lacs. Toutefois, les discussions techniques menées au cours de l'année 2025 ont mis en évidence des divergences entre les acteurs onusiens et les États concernés quant à l'étendue et au degré d'opérationnalisation d'une stratégie régionale complète. Afin de progresser de manière pragmatique dans ce contexte, plusieurs orientations sont actuellement envisagées :

- Une approche bilatérale ciblée, par exemple entre la RDC et le Burundi, qui permettrait d'obtenir rapidement des résultats concrets en s'appuyant sur les dynamiques de coopération déjà enclenchées et sur l'identification préalable de combattants éligibles au rapatriement ;
- Une approche régionale élargie, engageant l'ensemble des cinq États des Grands Lacs, plus ambitieuse et susceptible de produire un cadre stratégique durable, tout en renforçant la légitimité et la cohérence du mécanisme du GCC.

Produit 2.2 : La cellule opérationnelle du GCC dispose des capacités, des mécanismes, des instruments et des cadres nécessaires pour prendre des mesures conjointes et initier une coopération transfrontalière sur les questions liées au DRDR des ex-combattants étrangers, en utilisant une approche tenant compte de la dimension de genre.

Le déploiement permanent de la cellule opérationnelle du GCC à Goma n'est plus envisageable en raison de l'évolution du contexte sécuritaire au Nord-Kivu. Face à cette contrainte, le projet a avancé vers une reconfiguration opérationnelle reposant sur une approche flexible, axée sur des missions transfrontalières ciblées dans des zones actuellement accessibles. Deux axes prioritaires ont été identifiés :

- Uvira - Bujumbura, pour renouer le dialogue avec les éléments burundais des groupes armés étrangers ;
 - Bunia - Entebbe, pour engager les acteurs ougandais dans un processus de désengagement et de rapatriement volontaire.
-

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Malgré les contraintes sécuritaires majeures ayant limité les activités opérationnelles en RDC au cours de la période, le projet a poursuivi l'intégration systématique de l'égalité des genres, de l'autonomisation des femmes et de la prise en compte des besoins des jeunes dans ses avancées techniques et préparatoires.

Dans le cadre de l'élaboration des procédures opérationnelles standardisées (SOP) lors de l'atelier régional d'Entebbe, une attention particulière a été portée à l'harmonisation des pratiques DRDR avec les standards IDDRS relatifs au genre, aux violences basées sur le genre (VBG) et à la participation des jeunes. Le document produit inclut des dispositions spécifiques pour :

- garantir que les femmes associées aux groupes armés soient identifiées, consultées et bénéficient de procédures adaptées ;
- assurer que les jeunes ex-combattants, souvent considérés uniquement comme combattants, soient traités également comme victimes nécessitant une approche de protection et de prévention de la re-recrutement ;
- renforcer la collecte de données désagrégées par sexe et âge afin d'améliorer le ciblage futur des interventions.

Le processus de réorientation opérationnelle du projet vers des missions transfrontalières ponctuelles a également intégré une analyse des risques différenciés selon le genre et l'âge. Les femmes et les jeunes ex-combattants sont exposés à des risques accrus lors des mouvements transfrontaliers (exploitation, coercition, stigmatisation) ; les nouvelles méthodes proposées incluent donc des mesures de protection renforcées, notamment l'évaluation préalable des conditions d'accueil dans les pays de retour et la collaboration avec les services sociaux nationaux lorsque cela est possible.

Concernant la situation des 36 ex-combattants burundais et Red Tabara présents à Uvira avec leurs familles, dont 5 femmes et 12 adolescentes, le projet va veiller à ce que les options envisagées (soutien transitoire, kits de réinsertion, relocalisation) tiennent compte des besoins spécifiques des femmes cheffes de ménage, des enfants dépendants et des jeunes à risque de remobilisation. Les pistes de solution proposées incluent la possibilité d'un appui différencié pour les femmes (accès aux moyens de subsistance adaptés, protection contre les VBG) et des activités de prévention pour les jeunes exposés à l'influence des groupes Wazalendo ou d'autres milices locales.

Enfin, le renforcement de l'équipe du projet, comprenant un chargé de programme expérimenté en DDR et un assistant national, permettra d'intégrer plus efficacement l'analyse genre et jeunesse dans les futures évaluations régionales. Le consultant qui sera recruté pour l'évaluation des capacités des pays intègre dans son mandat l'analyse des mécanismes nationaux de prise en charge des femmes et des jeunes désengagés.

Ainsi, même en contexte d'accès limité, le projet a assuré que les aspects d'égalité des sexes, d'autonomisation des femmes et de réponse aux besoins des jeunes restent centraux dans les outils produits, les choix stratégiques et la reconfiguration opérationnelle, préparant une mise en œuvre future conforme aux principes de protection et d'inclusion.

Le projet est-il en cours de mise en œuvre depuis 1+ an ?

- Oui
 Non

POUR LES PROJETS DE 1+ AN EN COURS DE MISE EN ŒUVRE UNIQUEMENT :

Le projet démontre-t-il des résultats en matière de consolidation de la paix (au niveau des résultats du projet) ? *

Au niveau des résultats de la consolidation de la paix, y-a-t-il des résultats obtenus au niveau sociétal ou structurel, y compris des changements d'attitudes, de comportements ou d'institutions.

Oui

Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir des exemples de résultats concrets en matière de consolidation de la paix *

Veuillez limiter votre réponse à 6000 caractères

Dans l'affirmative, veuillez fournir des sources ou des références (y compris des liens) comme preuve des résultats de la consolidation de la paix, ou les soumettre en pièces jointes supplémentaires.

Les données probantes peuvent être quantitatives ou qualitatives, mais elles doivent démontrer les progrès réalisés par rapport aux indicateurs de résultats du cadre de résultats du projet. Il peut s'agir d'enquêtes sur le projet (comme des sondages de perception), de rapports de surveillance, de documents gouvernementaux ou d'autres productions de connaissances qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

File attachment

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Partie II: Progrès par Résultat du projet

Combien de RESULTATS ce projet a-t-il ? *

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 *

Des cadres nationaux, des instruments, des approches et des capacités de mise en œuvre en matière de DRDR tenant compte de la dimension du genre sont établis au niveau national pour permettre une coordination efficace avec les architectures régionales et la mise en œuvre du plan d'action 2024-2026 du GCC.

Résultat 2 *

Amélioration de la confiance et de la collaboration entre les gouvernements des pays de la région des grands lacs grâce au soutien sensible au genre apporté au GCC et à d'autres mécanismes régionaux, instruments, approches et capacités de mise en œuvre dans le domaine du DRDR.

Résultat 3 *

Résultat 4

*

Résultat 5

*

Résultat 6

*

Résultat 7

*

Résultat 8

*

Résultats Additionnels

Si le projet a plus de 8 résultats, veuillez énumérer les résultats restants ici.

*

ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du Résultat1 dans le tableau ci-dessous

- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le par "N/A" et fournissez toute explication.
- Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (500 caractères maximum par entrée)

» **Résultat 1 : Des cadres nationaux, des instruments, des approches et des capacités de mise en œuvre en matière de DRDR tenant compte de la dimension du genre sont établis au niveau national pour permettre une coordination efficace avec les architectures régionales et la mise en œuvre du plan d'action 2024-2026 du GCC.**

O C 1	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
1. 1	#d'initiatives de consolidation de la paix ou de résolution des conflits menées par le gouvernement ou la communauté	0	5	0	0	L'indicateur n'a pas progressé en raison de l'instabilité sécuritaire persistante dans l'Est de la RDC, qui a empêché le lancement des initiatives locales prévues. Les autorités et communautés n'ont pas pu engager d'actions de consolidation de la paix faute d'accès, de sécurité opérationnelle et de conditions propices à des interventions participatives

1. 2	% de parties prenantes nationales qui se disent « confiantes » ou « très confiantes » quant à leurs capacités et connaissances pour s'engager dans les cadres régionaux de DDR/RR.	TBD	TBD	N/A	0	La cible de l'indicateur n'a pas encore été renseignée car l'étude de base, nécessaire pour établir les valeurs de référence, n'a pas pu être réalisée. Les contraintes sécuritaires ont empêché la collecte de données sur le terrain ainsi que les consultations avec les parties prenantes nationales indispensables pour définir une cible réaliste et contextualisée
1. 3						
1. 4						
1. 5		0	1	0	0	

Combien de produits sont définis sous le résultat 1?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 1.

Produit 1.1

Les capacités existantes des autorités nationales à mettre en œuvre des cadres de DRDR clairs, transparents et responsables sont évaluées et des stratégies de renforcement des capacités et de consolidation des autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de cadres opérationnels nationaux de DRDR sensibles au genre ainsi que sur des mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

Produit 1.2

Les capacités opérationnelles et infrastructurelles des autorités nationales de la RDC sont en place pour mettre en œuvre des opérations de DRDR efficaces, transparentes et responsables et sensibles au genre, et des stratégies de renforcement des capacités et de soutien aux autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur les lacunes en matière de capacités à la suite de la transition de la MONUSCO.

Produit 1.3

Produit 1.4

Produit 1.5

Autres Produits

Si le résultat 1 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 1.1: Les capacités existantes des autorités nationales à mettre en œuvre des cadres de DRDR clairs, transparents et responsables sont évaluées et des stratégies de renforcement des capacités et de consolidation des autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur la mise en œuvre de cadres opérationnels nationaux de DRDR sensibles au genre ainsi que sur des mécanismes de suivi, d'évaluation et d'apprentissage.

1.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateur pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1.	# de cartographie des bonnes pratiques et des leçons apprises en matière de DRDR	0	1	0	0	L'exercice de cartographie n'a pas pu démarrer en raison de l'accès limité aux zones ciblées et de l'indisponibilité des autorités nationales et partenaires techniques, fortement mobilisés par la crise sécuritaire. Les conditions n'étaient pas réunies pour collecter les informations nécessaires ni pour mener les consultations prévues.

1. 1. 2	# d'exercices de cartographie réalisés avec une analyse intégrée des besoins sexospécifiques	0	1	0	0	L'indicateur accuse un retard car les exercices de cartographie n'ont pas pu être lancés. L'insécurité et l'absence d'accès aux zones ciblées ont empêché la collecte de données nécessaires, y compris celles liées aux besoins sexospécifiques, ainsi que les consultations avec les acteurs nationaux et communautaires.
1. 1. 3	# de sessions de renforcement des capacités DRDR pour les acteurs nationaux de DDR mises en œuvre.	0	1	0	0	Aucune session de renforcement des capacités DRDR n'a été mise en œuvre durant la période, principalement en raison du contexte sécuritaire et du fait que les activités préparatoires du projet n'ont pas encore permis de lancer les formations

1. 1. 4	% de modules de formation intégrant des perspectives de genre	TBD	TBD	N/A	0	Aucun module de formation n'a encore été développé ni mis en œuvre, ce qui ne permet pas de mesurer ou de renseigner le pourcentage de modules intégrant une perspective de genre
1. 1. 5	Nombre d'autorités nationales formées aux cadres de DRDR tenant compte de la dimension de genre	TBD	80	N/A	0	Aucune formation n'a encore été organisée pour les autorités nationales, et aucune activité de renforcement des capacités n'a pu démarrer en raison du contexte sécuritaire

» **Produit 1.2: Les capacités opérationnelles et infrastructurelles des autorités nationales de la RDC sont en place pour mettre en œuvre des opérations de DRDR efficaces, transparentes et responsables et sensibles au genre, et des stratégies de renforcement des capacités et de soutien aux autorités nationales de DRDR sont disponibles, en mettant l'accent sur les lacunes en matière de capacités à la suite de la transition de la MONUSCO.**

1.	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
1. 2. 1	Nombre d'évaluations des installations de transit DRDR existantes dans la province du Sud-Kivu	0	1	0	0	Aucune évaluation des installations de transit DRDR n'a pu être réalisée dans la province du Sud-Kivu, principalement en raison de l'insécurité et de l'accès limité aux sites, empêchant le lancement des activités prévues

1. 2. 2	Nombre d'installations de transit DRDR équipées et opérationnelles	0	1	0	0	Aucune installation de transit DRDR n'a été équipée ni rendue opérationnelle, en raison de l'insécurité persistante et de l'impossibilité d'accéder aux sites prévus pour la mise en œuvre des activités.
1. 2. 3	Nombre d'évaluations identifiant les besoins en infrastructures sexospécifiques.	0	1	0	0	Aucune évaluation des besoins en infrastructures sexospécifiques n'a pu être menée, principalement en raison de l'accès limité aux zones ciblées et du contexte sécuritaire
1. 2. 4						
1. 2. 5						

» Produit 1.3:

1. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 3. 1						
1. 3. 2						
1. 3. 3						
1. 3. 4						
1. 3. 5						

» Produit 1.4:

1. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 4. 1						
1. 4. 2						
1. 4. 3						
1. 4. 4						
1. 4. 5						

» Produit 1.5:

1. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1. 5. 1						
1. 5. 2						
1. 5. 3						
1. 5. 4						
1. 5. 5						

» **Résultat 2 : Amélioration de la confiance et de la collaboration entre les gouvernements des pays de la région des grands lacs grâce au soutien sensible au genre apporté au GCC et à d'autres mécanismes régionaux, instruments, approches et capacités de mise en œuvre dans le domaine du DRDR.**

O C 2	Indicateu rs	Base de donnée	Cible de fin de projet	Progrès de l'indicate ur pour la période de référence	Progrès de l'indicate ur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changem ents (s'il y en a)
2. 1	% des parties prenantes nationales et régionales qui se disent « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que la collaboration avec d'autres acteurs régionaux s'est améliorée	0	80%	0%	0%	Aucune amélioration mesurable de la collaboration n'a pu être constatée auprès des parties prenantes nationales et régionales, car le projet n'a pas encore permis de mettre en œuvre des activités opérationnelles de coopération en raison de la crise sécuritaire et des tensions régionales
2. 2	Nombre de réunions rassemblant des experts des cinq pays de la région des Grands Lacs	0	TBD	1	1	2ème réunion régionale du Groupe de travail DDR en Novembre 2025.

2. 3						
2. 4						
2. 5						

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

1 **2** 3 4 5 Plus de 5

Veuillez lister tous les produits pour le résultat 2

.....

Produit 2.1

Une stratégie opérationnelle régionale de DRDR est élaborée dans le cadre du groupe de travail DDR du GCC, conformément aux lois internationales des droits de l'homme, de la sensibilité au genre et de l'IDDRS

.....

Produit 2.2

La cellule opérationnelle du GCC dispose des capacités, des mécanismes, des instruments et des cadres nécessaires pour prendre des mesures conjointes et initier une coopération transfrontalière sur les questions liées au DRDR des ex-combattants étrangers, en utilisant une approche tenant compte de la dimension de genre.

.....

Produit 2.3

.....

Produit 2.4

.....

Produit 2.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 2 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» Produit 2.1: Une stratégie opérationnelle régionale de DRDR est élaborée dans le cadre du groupe de travail DDR du GCC, conformément aux lois internationales des droits de l'homme, de la sensibilité au genre et de l'IDDRS

2. 1	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 1. 1	Une stratégie opérationnelle régionale sur le DRDR est disponible	0	1	1	1	SOP régional DRDR
2. 1. 2	Nombre de leaders des femmes formées aux processus nationaux et régionaux de DRDR	0	12	0	0	L'activité n'a pas encore démarré en raison de la crise du M23
2. 1. 3	Nombre de consultations et de réunions préparatoires organisées au niveau national avec les principales parties prenantes	0	8	0	0	L'activité n'a pas encore démarré en raison de la crise du M23

2. 1. 4	Nombre de stratégie opérationnelle régionale DRDR comprenant des mesures tenant compte de l'égalité entre les hommes et les femmes	0	1	1	1	SOP régional DRDR
2. 1. 5	% de femmes participant aux consultations régionales (pourcentage de participants)	0	30	0	0	L'activité n'a pas encore démarré en raison de la crise du M23
	Nombre d'organisations de femmes impliquées dans le développement de la stratégie opérationnelle régionale de DRDR	0	5	5	5	2ème réunion régionale du Groupe de travail DDR en novembre 2025. Des indicateurs spécifiques pour l'intégration de la dimension de genre ont été inclus dans l'indicateur 2.1A afin de mesurer la participation des femmes dans le développement du SOP.
	Nombre de réunions du groupe de travail DDR régional du GCC organisées	0	2	1	1	2ème réunion régionale du Groupe de travail DDR en Novembre 2025.

» **Produit 2.2: La cellule opérationnelle du GCC dispose des capacités, des mécanismes, des instruments et des cadres nécessaires pour prendre des mesures conjointes et initier une coopération transfrontalière sur les questions liées au DRDR des ex-combattants étrangers, en utilisant une approche tenant compte de la dimension de genre.**

2. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changement à l'indicateur</i>
2. 2. 1	Nombre de stratégies de sensibilisation sensible au genre élaborées par la cellule opérationnelle du GCC	0	1	0	0	Aucune stratégie de sensibilisation sensible au genre n'a encore été élaborée par la cellule opérationnelle du GCC, car le déploiement opérationnel de la cellule n'a pas pu commencer en raison de l'insécurité et des restrictions d'accès aux zones ciblées

2. 2. 2	% des membres de la cellule opérationnelle de la GCC qui sont "d'accord" ou "tout à fait d'accord" avec le fait que leurs conditions de travail sont adéquates	0	80	0	0	Aucun retour sur les conditions de travail n'a pu être collecté auprès des membres de la cellule opérationnelle de la GCC, car la cellule n'a pas encore été pleinement déployée et opérationnelle
2. 2. 3	Nombre d'experts de la cellule opérationnelle du GCC formés aux processus de DRDR tenant compte de la dimension de genre	0	11	0	0	Aucune formation des experts de la cellule opérationnelle du GCC sur les processus DRDR intégrant la dimension de genre n'a encore été réalisée, car la cellule n'a pas été déployée en raison de l'insécurité et des restrictions d'accès aux zones ciblées
2. 2. 4						
2. 2. 5						

» **Produit 2.3:**

2. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 3. 1						
2. 3. 2						
2. 3. 3						
2. 3. 4						
2. 3. 5						

» **Produit 2.4:**

2. 4. 4. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 4. 1						
2. 4. 2						
2. 4. 3						
2. 4. 4						
2. 4. 5						

» **Produit 2.5:**

2. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2. 5. 1						
2. 5. 2						
2. 5. 3						
2. 5. 4						
2. 5. 5						

» Résultat 3 :

Produit 3.2

.....

Produit 3.3

.....

Produit 3.4

.....

Produit 3.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 3 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» **Produit 3.1:**

3.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.1.1						
3.1.2						
3.1.3						
3.1.4						
3.1.5						

» **Produit 3.2:**

3. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 2. 1
3. 2. 2
3. 2. 3
3. 2. 4
3. 2. 5

» **Produit 3.3:**

3.3	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
3.3.1
3.3.2
3.3.3
3.3.4
3.3.5

» **Produit 3.4:**

3. 4	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 4. 1						
3. 4. 2						
3. 4. 3						
3. 4. 4						
3. 4. 5						

» **Produit 3.5:**

3. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
3. 5. 1						
3. 5. 2						
3. 5. 3						
3. 5. 4						
3. 5. 5						

» Résultat 4 :

Produit 4.2

.....

Produit 4.3

.....

Produit 4.4

.....

Produit 4.5

.....

Autres Produits

Si le résultat 4 a plus de 5 produits, veuillez énumérer les produits restants ici.

.....

Pour chaque produit, et en utilisant le cadre des résultats du projet, fournissez une mise à jour sur les progrès réalisés par rapport à tous les indicateurs de produit.

» **Produit 4.1:**

4.1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des indicateurs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.1.1						
4.1.2						
4.1.3						
4.1.4						
4.1.5						

» **Produit 4.2:**

4. 2	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 2. 1						
4. 2. 2						
4. 2. 3						
4. 2. 4						
4. 2. 5						

» **Produit 4.3:**

4. 3	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 3. 1						
4. 3. 2						
4. 3. 3						
4. 3. 4						
4. 3. 5						

» **Produit 4.4:**

4.4.1	Indicateurs	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès des indicateurs pour la période de référence	Progrès de l'indicateur depuis le début du projet	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
4.4.1	<i>Décrivez l'indicateur</i>	<i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	<i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	<i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	<i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	<i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i>
4.4.2						
4.4.3						
4.4.4						
4.4.5						

» **Produit 4.5:**

4. 5	Indicateur s <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès des l'indicateu rs pour la période de référence <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur pour la période de rapport</i>	Progrès de l'indicateu r depuis le début du projet <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cumulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changeme nts (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
4. 5. 1						
4. 5. 2						
4. 5. 3						
4. 5. 4						
4. 5. 5						

Si le projet comporte plus de 4 résultats, utilisez cet espace pour décrire les progrès réalisés sur les indicateurs des résultats restants.

*

Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

Si oui, indiquez combien d'événements, at pour chacun, la date approximative et une brève description, inculant les objectifs, l'audience cible et le lieu (si connu)

Événements	Titre de l'événement	Date (peut être approximative)	Lieu (Si connu)	Audience cible	Objectifs (900 caractères)
Événement 1	Ateliers nationaux d'opérationnalisation des SOP DRDR	Fevrier - mars 2026	Kinshasa (RDC), Bujumbura (Burundi), Entebbe (Ouganda)	Institutions nationales congolaises, forces de sécurité, services sociaux, immigration, représentants du GCC, partenaires ONU	<p>1.Présenter et contextualiser le SOP régionale adoptées à Entebbe en novembre 2025 ;</p> <p>2.Accompagner l'intégration du SOP régional dans les cadres nationaux ;</p> <p>3.Renforcer les capacités techniques sur les normes IDDRS, la sensibilité au genre et les besoins des jeunes en collaboration avec un expert international en DDRR.</p>
Événement 2	Sessions de sensibilisation jeunesse sur la prévention du recrutement armé	Février - juin 2026 (séries successives)	Bunia (Ituri) et zones du Sud-Kivu (Uvira)	Institutions provinciales congolaises, Jeunes à risque, leaders communautaires, comités de protection.	<p>1.Prévenir la remobilisation des jeunes dans les groupes armés ;</p> <p>2.Sensibiliser aux risques de recrutement et de l'exploitation ;</p> <p>3.Renforcer la résilience communautaire.</p>

Événement 3	Dialogues communautaires ciblés – Groupe de 36 ex-combattants burundais à Uvira	Mars - mai 2026	Uvira (Sud-Kivu)	Institutions provinciales congolaises, Ex-Combattants, familles, autorités locales, société civile, structures communautaires	<p>1.Réduire les tensions entre les familles des ex-combattants, les communautés hôtes et les autorités locales ;</p> <p>2.Prévenir la remobilisation ou le recrutement opportuniste ;</p> <p>3.Identifier les besoins prioritaires et les solutions transitoires en coordination avec les partenaires.</p>
Événement 4	Restitution intermédiaire de l'étude de cartographie DRDR	Avril 2026	Entebbe ou Nairobi (lieu tiers neutre et sécurisé)	Institutions nationales, Consultant international DRDR, experts DDR nationaux, GCC, OIM, OSESG-GL, ONU partenaires.	<p>1.Présenter les premiers résultats de la cartographie des cadres juridiques, capacités institutionnelles et dispositifs opérationnels du DRDR dans les cinq pays du Grand Lacs.</p> <p>2.Présenter les capacités existantes, les principales lacunes et les besoins de renforcement des acteurs.</p> <p>3.Documenter et partager les bonnes pratiques nationales et régionales pour contribuer à l'harmonisation des approches.</p> <p>4.Recueillir les contributions techniques des États afin d'orienter la finalisation de l'étude et la priorisation des recommandations.</p> <p>5.Présenter les modules de formation développés, notamment sur le genre, la protection et les mécanismes de coordination, pour renforcer les capacités nationales et régionales dans la mise en œuvre du DRDR.</p>

Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leur vies
- iii. Partagez, si possible, une ciration ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

Il s'agit d'une question facultative. Vous pouvez la laisser sans réponse si elle n'est pas pertinente

Impact Humain	Partie Prenante	Quel est l'impact du projet sur leur vies?	Partagez, si possible, une ciration ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes
.....

1	<p>Autorités nationales congolaises (P-DDRCS, MNS, autorités provinciales</p>	<p>Avant le lancement du projet, les institutions congolaises impliquées dans le DDR et la coordination régionale faisaient face à un déficit d'outils harmonisés pour gérer les combattants étrangers, à des capacités limitées pour assurer le transit et le désarmement dans un contexte sécuritaire volatil, ainsi qu'à l'absence d'un mécanisme de coordination fonctionnel avec les pays voisins. La transition progressive de la MONUSCO accentuait également les lacunes opérationnelles, notamment en matière de protection et de logistique. Le projet a permis de renforcer leur compréhension technique du DRDR régional grâce à l'élaboration du SOP régional, tout en améliorant la coordination interinstitutionnelle nationale. La planification de la mise en place du Comité de pilotage national, les appuis techniques régulier planifiés, les consultations thématiques et les ateliers prévus renforceront la capacité des autorités à planifier, coordonner et anticiper les besoins liés au rapatriement volontaire des combattants étrangers.</p>	<p>« Grâce à ce projet, nous disposons enfin d'un cadre régional clair qui nous aide à structurer notre propre approche nationale du DRDR. » -Représentant du P-DDRCS.</p>
---	--	--	--

2	<p>Autorités des pays voisins (Burundi, Ouganda, Rwanda - selon niveaux d'engagement)</p>	<p>Les pays voisins étaient confrontés à l'absence d'informations consolidées sur les combattants étrangers présents en RDC, à des mécanismes incohérents de rapatriement, ainsi qu'au manque d'harmonisation des politiques nationales, aggravant la méfiance régionale. Les tensions politiques rendaient difficile la coopération sécuritaire et la planification de retours volontaires. L'atelier régional du GCC à Entebbe et le développement du SOP ont constitué des avancées majeures, permettant de restaurer un espace de dialogue technique entre les États. Les réunions bilatérales prévues pour 2026 (RDC-Burundi, RDC-Ouganda) contribueront également à reconstruire la confiance et à assurer une gestion plus prévisible du retour des combattants.</p>	<p>« Le cadre régional élaboré nous aide à visualiser ensemble une solution commune, malgré un contexte très difficile. » - Représentant d'un service de sécurité burundais</p>
---	--	---	---

3	Ex-combattants burundais et leurs familles basés à Uvira	<p>Ce groupe de 36 ex-combattants FNL et Red Tabara vivait dans une situation précaire, sans perspective claire de rapatriement en raison du manque de position officielle du gouvernement burundais. Leur présence prolongée dans une zone instable augmentait les risques de remobilisation, d'exploitation ou de tensions avec les communautés locales. Bien que les conditions sécuritaires n'aient pas permis la mise en œuvre complète du dispositif de transit initial, le projet a permis de maintenir une attention institutionnelle sur leur situation, avec la planification d'un dialogue avec les autorités concernées, et la préparation des options transitoires (dialogues communautaires, appui de base, réinsertion limitée tels que la fourniture de la ration alimentaire, Kits NFI et appui Psychosocial). Les activités prévues en 2026 permettront de réduire les risques de remobilisation et d'améliorer leur sécurité.</p>	<p>Notre situation était oubliée. Le projet nous redonne de l'espoir, parce que quelqu'un continue de suivre notre cas. »</p> <p>- Ex-combattant burundais, Uvira.</p>
4			

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédents, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

Veuillez limiter votre réponse à 4000 caractères

Au-delà de son impact direct sur les autorités nationales, les pays voisins et les ex-combattants burundais présents à Uvira, le projet a également généré des effets humains importants sur d'autres groupes touchés par l'instabilité régionale et les dynamiques de groupes armés dans l'Est de la RDC. L'un des impacts majeurs réside dans le maintien d'un espace de dialogue et de coopération régionale malgré le contexte politique tendu. Cette dynamique contribue à réduire le sentiment d'isolement institutionnel souvent éprouvé par les acteurs locaux et régionaux opérant dans des environnements marqués par la méfiance mutuelle et la fragmentation sécuritaire.

Le projet a également soutenu indirectement les communautés hôtes d'Uvira, en attirant l'attention des partenaires sur les risques localisés de remobilisation et les tensions sociales. En reconnaissant explicitement les défis vécus par les familles, les leaders locaux et les structures de protection communautaires, le projet contribue à renforcer la résilience locale et à encourager une approche plus inclusive de la prévention des conflits. Les activités prévues pour 2026 telles que la sensibilisation des jeunes, les dialogues communautaires, les consultations thématiques amélioreront les mécanismes locaux de protection, la cohésion sociale et la compréhension des enjeux liés au recrutement armé.

Les jeunes exposés au risque de recrutement armé bénéficient également d'un impact anticipé important. Le projet, en intégrant la prévention du recrutement dans ses activités futures, renforcera les perspectives de protection, d'autonomisation et de participation constructive à la vie communautaire. Les actions de sensibilisation prévues favoriseront la conscientisation sur les risques de manipulation armée et permettront aux jeunes de développer des stratégies de résilience face à l'insécurité.

Enfin, au niveau humain, le projet contribuera à restaurer un sentiment de visibilité et d'accompagnement pour plusieurs groupes institutionnels et communautaires affectés par le conflit. En préservant la possibilité d'un dialogue transfrontalier, il créera des perspectives de stabilisation, même limitées, dans un contexte où la détérioration sécuritaire a laissé de nombreux acteurs sans solution immédiate.

Ces impacts humains, bien que progressifs et dépendants de l'évolution du contexte, démontrent la valeur du projet comme catalyseur de protection, de résilience et de coopération dans une région où les marges d'action opérationnelle restent extrêmement restreintes.

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

OPTIONAL

Fichier 1

OPTIONAL

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Fichier 2

OPTIONAL

[Click here to upload file. \(< 10MB\)](#)

Fichier 3

OPTIONAL

Click here to upload file. (< 10MB)

Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

OPTIONAL

Lien 1

OPTIONAL

Lien 2

OPTIONAL

Lien 3

OPTIONAL

Veuillez cocher le changement applicable en fonction du récit ci-dessus.

Comment nous avons travaillé:

*

Veuillez sélectionner jusqu'à 3.

- Numérisation améliorée
- Des méthodes de travail innovantes
- Ressources supplémentaires mobilisées
- Cadres politiques améliorés ou initiés
- Capacités renforcées
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- Élargir les coalitions et galvaniser la volonté politique
- Renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales (IFIS)
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a contribué à des avancées significatives en matière de cadres politiques liés au DRDR dans une période marquée par une forte instabilité régionale. L'initiative la plus structurante est l'élaboration du SOP régional DRDR, produit lors de l'atelier du GCC à Entebbe en novembre 2025, qui constitue le premier cadre technique harmonisé entre les cinq États des Grands Lacs. Ce document fournit des procédures communes pour le désarmement, le transit, le screening, le rapatriement volontaire et la réintégration, renforçant la cohérence politique et technique au niveau régional.

Le projet a également commencé à préparer la relance du dialogue politique bilatéral entre la RDC et le Burundi ainsi qu'avec l'Ouganda, dans un contexte où les tensions régionales avaient paralysé les mécanismes existants. Ces échanges contribuent à clarifier les politiques nationales de rapatriement, à réduire la méfiance et à créer les conditions pour des décisions concertées sur la gestion des combattants étrangers.

Enfin, en intégrant les dimensions genre, protection et prévention du recrutement des jeunes dans les analyses et les futurs modules de formation, le projet influencera l'adaptation progressive des politiques nationales vers des approches plus inclusives et sensibles aux besoins sociaux et sécuritaires.

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Veuillez expliquer l'une des options sélectionnées

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Avec qui travaillons-nous

*

- Renforcement des partenariats avec les IFI
- Renforcement des partenariats au sein des agences des Nations Unies
- Partenariat avec des organisations locales de la société civile
- En partenariat avec le milieu universitaire/académique local
- En partenariat avec des entités infranationales
- En partenariat avec des entités nationales
- En partenariat avec des volontaires locaux

Expliquez, s'il vous plaît

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a joué un rôle central dans le renforcement des partenariats entre les agences des Nations Unies travaillant sur le DDR, la prévention des conflits et la stabilisation dans la région des Grands Lacs, notamment l'OIM, l'OSESG-GL, DPO (section OROLSI) et la MONUSCO (section DDR-S). Cela a permis d'harmoniser les approches techniques et politiques liées au DRDR des combattants étrangers, dans un contexte où les divergences initiales ralentissaient les avancées opérationnelles.

L'organisation conjointe de l'atelier régional du GCC à Entebbe en novembre 2025 avec le OSESG-GL et la section OROLSI de New York a renforcé la cohésion entre ces différentes entités, qui ont partagé leurs expertises respectives (DDR, protection, coordination politique, suivi du Pacte des Grands Lacs). Cette coopération a permis la production du SOP régional, première référence commune entre les agences sur les procédures DRDR.

La planification concertée des activités prévues en 2026, notamment l'appui aux dialogues bilatéraux, les ateliers nationaux d'opérationnalisation des SOP et l'étude de cartographie a consolidé une vision commune et des modes d'action coordonnés. Le projet a également amélioré le partage d'informations, la mise en cohérence des priorités et la coordination stratégique entre les équipes pays des Nations Unies.

Ainsi, le projet a non seulement renforcé la capacité collective des agences à travailler de manière intégrée, mais a également posé les fondations d'un partenariat durable soutenant une réponse régionale cohérente aux dynamiques transfrontalières liées aux groupes armés.

Sélectionner tous les bénéficiaires ciblés par les ressources PBF, comme décrí dans le document projet *

Obligatoire

- Persons sans-emploi (Chômeurs)
- Minorités (ex. race, origine ethnique, linguistique, religion, etc.)
- Communautés autochtones
- Personnes handicapées
- Personnes touchées par la violence (par exemple, VBG)
- Femmes
- Jeunesse
- Enfants
- Minorités liées à l'orientation sexuelle et/ou à l'identité et à l'expression de genre
- Personnes vivant dans et autour des zones frontalières
- Personnes touchées par des catastrophes naturelles
- Personnes affectées par les conflits armés
- Personnes déplacées internes, réfugiés ou migrants

Partie IV : Suivi, Évaluation et Conformité

» Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

0

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? *

Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'

- Oui
- Non

Dans l'affirmative, veuillez fournir une brève description. Si ce n'est pas le cas, expliquez pourquoi et quand ils seront disponibles.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Les indicateurs des résultats suivants n'en n'ont pas : 1B, 1.1D, 1.1E, et 2B. Dès que le contexte le permettra, nous continuerons la recherche documentaire et des entretiens avec les principales parties prenantes pour déterminer les valeurs de références de ces indicateurs.

Précisez quelles sources de preuves on été utilisées pour rendre compte des indicaterus (et sont disponibles sur demande) :

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Dès que le contexte le permettra, nous continuerons la recherche documentaire et des entretiens avec les principales parties prenantes pour déterminer les valeurs de références de ces indicateurs.

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données aux niveaux de résultat ? *

L'enquête de perception est une collecte formelle d'informations auprès d'un échantillon de répondants sélectionnés au hasard par le biais de leurs réponses à des questions standardisées. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations. [link](#)

- Oui
 Non

Veuillez décrire brièvement. *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a-t-il utilisé ou mis en place des mécanismes de retour d'information de la communauté ? *

Le mécanisme de feedback communautaire, ou suivi communautaire, est un système organisé permettant aux communautés de participants de surveiller les effets et l'impact locaux d'une intervention. Idéalement, ce système permet à la communauté d'exprimer si ses attentes sont satisfaites et de fournir des suggestions aux décideurs pour un éventuel (re)centrage. Voir la note d'orientation du PBF pour plus d'informations [link](#)

- Oui
 Non

Veuillez décrire brièvement.

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

» Evaluation

Le projet est-il sur la bonne voie pour mener son évaluation ? *

- Oui
 Non
 Pas Applicable

Budget pour évaluation finale (en USD) *

Réponse obligatoire

27000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, votre prochaine évaluation est-elle sur la bonne voie ?

- Oui
- Non
- Pas Applicable

Décrire les préparatifs pour l'évaluation

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Informations de contact	Nom	Organisation	Titre d'emploi	Email
Veuillez indiquer la personne de contact responsable du partage du rapport d'évaluation final avec le PBF	Moussa ISSOUFOU KOSSIKOYE	OIM	Programme Manager	Programme Manager

» Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): À ce jour, le projet a-t-il mobilisé des ressources financières supplémentaires non liées au FBP ? *

- Oui
- Non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? *

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix ? *

Oui

Non

Si oui, veuillez sélectionner l'option correspondante ci-dessous : *

Peu d'effet catalytique

Effet catalytique important

Le cas échéant, veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est-à-dire qu'il a éliminé les obstacles au déblocage des processus politiques, institutionnels ou autres de consolidation de la paix bloqués à différents niveaux dans un pays, et/ou créé les conditions nécessaires à la mise en place de nouveaux processus à cette fin *

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet a eu un effet catalytique en créant les conditions nécessaires pour relancer et renforcer les mécanismes régionaux et nationaux de DRDR, malgré un contexte sécuritaire et politique très contraint. Grâce à l'organisation de l'atelier régional du Groupe de travail DDR du GCC à Entebbe, le projet a permis l'élaboration du premier SOP régional harmonisé, fournissant un cadre opérationnel clair pour le désarmement, le rapatriement et la réintégration des ex-combattants étrangers. Ce document a réduit les obstacles liés à l'absence de normes communes et a facilité la coopération interétatique entre les cinq pays des Grands Lacs. Au niveau national, le projet prépare la mise en place du Comité de pilotage en RDC, instaurant un mécanisme permanent de coordination interinstitutionnelle, renforçant la planification et la cohérence des actions. En parallèle, le projet a encouragé la reprise du dialogue bilatéral avec les pays participants à l'atelier (RDC, Rwanda, Burundi et l'Ouganda) clarifiant les conditions de rapatriement et limitant les risques de tensions ou de remobilisation. Enfin, l'intégration systématique des aspects genre et jeunesse dans les outils et procédures développés contribue à orienter progressivement les politiques nationales vers des approches inclusives, renforçant la légitimité et la durabilité des processus de consolidation de la paix. Ces actions, bien que préparatoires, ont ouvert de nouvelles voies pour débloquer des processus politiques et institutionnels précédemment paralysés.

Durabilité

Veuillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

Le projet dispose d'un plan de sortie explicite reposant sur la création de cadres institutionnels, de mécanismes régionaux et d'outils techniques capables de fonctionner de manière autonome au-delà de la durée du financement. La durabilité est intégrée dans toutes les composantes, notamment à travers la mise en place de procédures opérationnelles standardisées (SOP) et le renforcement des capacités nationales et régionales en matière de DRDR.

Au niveau régional, l'adoption du SOP par les cinq pays des Grands Lacs constitue un acquis majeur : ce document devient une référence technique durable pour guider le désarmement, le rapatriement et la réintégration des ex-combattants étrangers. En dotant le GCC et les États d'un outil harmonisé, le projet réduit la dépendance à l'assistance extérieure et facilite la continuité des efforts même dans un contexte politique fluctuant. La poursuite des réunions bilatérales et des missions du GCC dans le cadre des mécanismes régionaux (ROM, GT-DDR) renforce également la pérennité du dialogue et de la coopération entre États.

Au niveau national, la création du Comité de pilotage en RDC assure un mécanisme institutionnel permanent pour superviser la mise en œuvre du DRDR, en intégrant le P-DDRCS, les ministères sectoriels et les autorités locales. Ce comité permet une appropriation nationale du projet, une coordination renforcée et la durabilité des actions engagées.

La production de l'étude de cartographie DRDR et la mise en place de formations dédiées incluant des modules genre, protection, jeunes et cohésion sociale constituent une base durable pour renforcer les compétences des autorités nationales. Ces capacités, une fois installées, soutiendront la continuité du processus de DDR au-delà du cycle du projet.

La participation des organisations de la société civile, en particulier des structures de jeunesse et des réseaux de femmes, garantit également une appropriation communautaire des acquis. Le projet vise à institutionnaliser leur rôle dans la prévention de la remobilisation, la médiation locale et le suivi des retours volontaires, renforçant ainsi la résilience sociale et la stabilité locale.

Enfin, l'approche progressive fondée sur le dialogue bilatéral, les missions transfrontalières ciblées et le développement d'outils techniques permet de consolider des mécanismes opérationnels que les États pourront maintenir après la clôture du projet.

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

Veuillez limiter votre réponse à 3000 caractères

L'OIM prévoit d'organiser une réunion du comité de pilotage du projet en janvier 2026 à Kinshasa, à laquelle participeront toutes les entités concernées des Nations Unies ainsi que le gouvernement congolais et des représentants du gouvernement burundais, afin de discuter et de valider les révisions du plan de travail et du projet avant de préparer une demande de révision officielle au PBSO mais aussi avoir un échange bilatéral sur le statut de la situation des cas des ex-combattants burundais présent à Uvira.

Activités de suivi et de contrôle

Veuillez décrire les événements clés de surveillance et de contrôle. Veuillez cliquer sur Continuer si aucune activité n'a encore eu lieu.

Événement clé de surveillance et de contrôle	Nom de l'événement	Résumé	Constatations
Événement 1	Comité de pilotage		
Événement 2	Clinique avec S-PBF		
Événement 3			
Événement 4			
Événement 5			
Événement 6			
Événement 7			
Événement 8			

Étapes finales

- Veuillez enregistrer une copie PDF du formulaire en cliquant sur l'icône *Imprimante* qui se situe en haut, à droite de la page.
- Une boîte de dialogue apparaîtra : Veuillez sélectionner le format A4 et l'orientation portrait.
- Cliquez sur "préparer" et enregistrez le document au format PDF.
- (Si, à la première tentative, le document PDF n'est pas lisible, fermez la page ouverte en pop-up et revenez à la première page du formulaire en ligne en utilisant l'option "Retour au début" et essayez d'imprimer la version PDF à partir de là).
- Après avoir imprimé la version PDF, soumettez le rapport à la dernière page du formulaire. Vous pouvez utiliser le bouton "Aller à la fin" dans le coin inférieur droit.
- **Veuillez télécharger la version PDF du rapport ainsi que votre *rapport financier au format Excel* sur la passerelle MPTF-O.**

Si vous rencontrez des difficultés à remplir le formulaire ou à générer l'impression pour MPTFO Gateway, veuillez contacter Gabriel Velastegui gabriel.velasteguimoya@un.org

Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annocera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes
